

Rapport d'évaluation

Politique institutionnelle d'évaluation
des programmes

du Collège Marianopolis

18 février 1997

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Québec 

Introduction

Fondé en 1908, le Collège Marianopolis, situé à Montréal, est un établissement collégial privé subventionné qui accueille environ 1600 étudiants. Il offre des programmes préuniversitaires en sciences humaines, sciences de la nature, arts et lettres, musique et musique-science.

La Politique institutionnelle d'évaluation des programmes d'études (PIEP) comprend sept parties présentant successivement les finalités et objectifs, le partage des responsabilités, le système d'information sur les programmes, le mode de détermination des programmes à évaluer, le processus d'évaluation d'un programme, le mécanisme de révision de la politique, l'adéquation avec les évaluations menées par la Commission.

Évaluation de la politique

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial a évalué la Politique institutionnelle d'évaluation des programmes du Collège Marianopolis, lors de sa réunion tenue le 18 février 1997. Cette évaluation a été réalisée en s'inspirant du cadre de référence de l'évaluation des PIEP publié en octobre 1994¹. Le document précise notamment les orientations et la démarche de la Commission, les composantes essentielles d'une PIEP et les modalités et critères d'évaluation de cette politique.

La PIEP du Collège Marianopolis est adaptée à la nature et aux caractéristiques d'un établissement dispensant un nombre relativement restreint de programmes et elle est bien intégrée à la gestion des programmes d'études. Cette PIEP contient les composantes et les éléments essentiels à la réalisation d'évaluations de qualité. La Commission expose ci-après son appréciation de la politique et elle formule quelques remarques destinées à enrichir certains éléments.

Finalités et objectifs

Formulés clairement les finalités et objectifs établissent des liens avec les autres composantes de la politique et ils permettent l'intégration de cette fonction d'évaluation dans la gestion des programmes d'études. La Commission souligne le rattachement au projet éducatif du Collège, la préoccupation de l'évaluation continue et la formulation de quelques règles d'éthique.

1. COMMISSION D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL. *L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des programmes d'études. Cadre de référence*. Octobre 1994, 25 pages.

Partage des responsabilités

Précise et exhaustive, la présentation du partage des responsabilités est cohérente avec les responsabilités décrites dans le processus d'évaluation. Les paliers administratifs sont clairement identifiés et leur description permet l'exercice du leadership de la direction du Collège. Les responsabilités et le fonctionnement du comité d'évaluation d'un programme lui permettent d'exercer le leadership approprié.

La participation des départements à l'évaluation du programme qui les concerne est bien assurée. Les professeurs sont consultés lors des étapes importantes du processus, en particulier sur les conclusions et recommandations du rapport d'autoévaluation. La Commission souligne que leur participation aux travaux d'évaluation, de la collecte des données jusqu'au suivi de l'évaluation, est clairement exposée.

Système d'information sur les programmes

Les objectifs et fonctions du Système permettent de vérifier en tout temps l'état de chaque programme. Le Système d'information de gestion (Control panel) contient les principaux indicateurs nécessaires pour une intervention éventuelle en fonction de l'état du programme. Les sources de données sont bien identifiées. Les données et indicateurs sont exhaustifs et couvrent toutes les dimensions d'un programme. La Commission souligne la présence de données perceptuelles des professeurs et des étudiants sur certains aspects du programme. Elle note également le souci de recueillir des données en provenance des universités.

Mode de détermination des programmes d'études à évaluer

Ce mode est adéquat. Il comprend des règles portant sur la périodicité des évaluations complètes qui est fixée à cinq ans. La Commission note la possibilité de déclencher des évaluations ciblées, plus ou moins complètes, en fonction des résultats de l'examen annuel des indicateurs du Système d'information.

Processus d'évaluation d'un programme

La description des étapes du processus d'évaluation est précise et complète. Le rappel de principes déontologiques dans l'analyse et l'utilisation des données et dans la production du rapport

d'évaluation est susceptible de contribuer à la qualité des travaux. La Commission souligne l'importance accordée au suivi de l'évaluation par la formation d'un comité à cet effet.

Les critères considérés lors d'une évaluation complète sont présentés à titre d'exemples. La Commission estime qu'une définition de ces critères permettrait de mieux les relier avec les données et indicateurs du Système d'information et avec la section portant sur leur utilisation (p. 18 : 3.3). La politique gagnerait également à prévoir la participation, le cas échéant, de personnes extérieures au Collège. Un tel recours pourrait être utile non seulement pour l'expertise mais pour apporter une crédibilité aux travaux d'évaluation.

Mécanisme de révision de la politique

Ce mécanisme est adéquat. La détermination de critères et la consultation prévue des principaux intervenants devraient assurer la qualité de la révision de la politique.

Conclusion

La Commission estime que la Politique institutionnelle d'évaluation des programmes d'études du Collège Marianopolis contient les composantes et éléments essentiels à la réalisation d'évaluations de qualité et à la prise en compte de cette fonction évaluation dans la gestion des programmes d'études. Adaptée aux caractéristiques du Collège, cette politique se distingue par l'exhaustivité, la précision et la cohérence de ses diverses composantes. La Commission apprécie en particulier l'organisation du partage des responsabilités qui assure un leadership et une participation appropriés et la description du processus d'évaluation d'un programme qui reflète un souci de rigueur et de transparence. Elle a émis par ailleurs quelques remarques, notamment celle relative à la définition et à l'utilisation des critères considérés lors d'une évaluation complète d'un programme.

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Jacques L'Écuyer, président

Analyse et rédaction : Claude Marchand, agent de recherche